



L'hystérie du «déficit» et le Nouvel ordre économique:

Ne les laissez pas vous bernier

Cette série vous ouvre les yeux sur les faits réels qui sous-tendent la «restructuration» économique du Canada

PAR CLAIRE ROBITAILLE

Saviez-vous que le taux de pauvreté des enfants au Canada a augmenté de 60% depuis les sept dernières années?

Saviez-vous que, selon Statistique Canada, les évasions fiscales et les autres iniquités inhérentes aux politiques fiscales représentent 50% de la fameuse dette fédérale? Et qu'un autre 44% de cette dette découle des taux d'intérêt anormalement élevés?

Les gens ordinaires estiment que ces faits sont importants: ils savent que notre qualité de vie a baissé remarquablement ces dernières années. Mais ces faits semblent certainement pas préoccuper notre si bien nommé gouvernement «libéral» à Ottawa, et son prédécesseur, non regretté, le gouvernement conservateur.

Prêchant l'évangile de la réduction du déficit, Ottawa, talonné par ses amis les hommes d'affaires influents, a procédé à des coupures de plus en plus importantes dans les programmes sociaux ces dernières années. À chaque budget, les politiciens coupent de plus en plus dans le filet de sécurité sociale forçant les travailleurs et les chômeurs à se serrer la ceinture une autre fois. Toutefois, parallèlement, les riches de ce pays accumulent des richesses à un taux sans précédent dans l'histoire canadienne.

Mais que se passe-t-il donc?

C'est le «Nouvel ordre économique». Dit crûment, «il écrase les pauvres et favorise encore davantage les riches», selon l'expression du professeur émérite du Département d'Économie de l'université McGill, madame Kari Polanyi Levitt. Elle figure parmi les

conférenciers qui, chaque lundi soir, le mois passé, nous ont renseignés en profondeur au cours d'une série de discussions tenues au Centre interculturel Strathearn. Il nous ont expliqué comment et pourquoi, au fil des récentes décennies, notre qualité de vie s'est érodée. Par ailleurs, ils ont dessillé nos yeux touchant les réalités du Nouvel ordre économique.

C'est le genre d'information qui n'est pas publié dans La Gazette, La Presse ou le Financial Post. C'est le genre de choses que les économistes chevronnés imputent à la «restructuration» de l'économie du Canada-comme si ses effets n'avaient pas un impact quotidien très sérieux et même dévastateur sur le monde réel.

Cette série se termine le 3 avril. Organisée par trois groupes communautaires-Le Comité des citoyens de Milton Park, Résultats et Alternatives-elle nous a fourni un antidote apprécié contre le flot incessant d'articles suscités par l'hystérie du déficit dans les médias.

Après avoir examiné des faits souvent déprimants pendant plusieurs discussions, on a ensuite mis l'accent sur le développement qui peut-être soutenu sur d'autres options.

Parmi les renseignements glanés à ce jour:

- Dans les années 1980, aux États-Unis, à cause des taux d'intérêt élevés, «60% de la croissance totale du revenu national n'a touché que la couche la plus riche(1%) de la population», en termes de revenu, une tendance qui s'est reflétée au Canada. Ce fait a été signalé par Polanyi-Levitt au début de la série le 6 mars. Cette éminente économiste qui possède une conscience, a mis en relief «l'augmentation très rapide de l'inégalité» au Canada, aux États-Unis et en Angleterre «à partir du milieu des années 70».

- Les taux d'intérêt réels, les taux demandés aux emprunteurs moins l'inflation «sont les plus élevés dans l'histoire du capitalisme industriel» a-t-elle fait remarquer. Avec des taux de 10%, «il est impossible de sortir de ce piège sans un changement draconien», selon Polanyi Levitt.

- Malgré la frénésie savamment orchestrée au sujet de la dette fédérale par le gouvernement et les médias importants, en termes réels, elle s'élève actuellement à 80% du Produit national brut du Canada(PNB).

Ce pourcentage est de beaucoup inférieur au record établi à la fin de la Seconde guerre mondiale, qui était alors de 135% du PNB, a spécifié Pamela Walden Landry, de Résultats.

- Le capital-l'argent réel- «n'est en aucune façon lié à notre économie» maintenant, à cause de la déréglementation massive du secteur des finances outre-frontière, au cours des deux dernières décennies, mentionne l'économiste Fred Bienefeld lors d'une autre rencontre. Cela a «dramatiquement redistribué les revenus...à une échelle tout à fait draconienne», des classes pauvres et moyenne à la classe riche, a ajouté m. Bienefeld, professeur à l'École publique d'administration de l'université Carleton. Résultat néfaste: le tissu social se désintègre.

- On note une tendance à la hausse à long terme du niveau de chômage, et le fait que les travailleurs doivent produire en plus,

même si les vrais salaires diminuent. En Amérique du Nord, la semaine de travail moyenne «a augmenté de 3 heures pendant les vingt dernières années», dit Andrea Levy, une étudiante au doctorat de l'université Concordia et activiste sur la scène municipale. Plusieurs des nouveaux emplois sont des «Mac Emplois», fait-elle remarquer-travail à très bas salaire ou alors sans aucuns avantages sociaux. En fait, mentionne-t-elle, 40% des nouveaux emplois créés au Québec depuis les 20 dernières années ont été des emplois à temps partiel. Cette tendance est plus accentuée en Angleterre où, comme héritage du règne Thatcher, pas moins de 50% de la population se retrouve sans emploi stable. Avec l'expansion du libre-échange, «le cycle (de détérioration) ne sera terminé que lorsque les conditions de travail seront similaires à celles du Mexique», prédit Levy.

- L'activité frénétique des marchés monétaires instables, 1,2 billion approximativement, changent de mains internationalement à tous les jours entre spéculateurs, incluant les banques «augmente réellement pas la richesse de la société», mentionne Polanyi-Levy. Ce fait a produit un net transfert de richesse des producteurs de cette richesse à ceux qui font de l'argent avec l'argent.

Claire Robitaille est trésorière du Comité des citoyens de Milton-Parc

La dernière discussion sera axée sur l'action locale

Le nouvel ordre économique... Les options: Que pouvons-nous faire? Sera la dernière discussion hebdomadaire traitant de l'évolution de l'économie, des développements, de l'ouverture du marché de l'emploi, des solutions à nos problèmes et comment nous pouvons résoudre efficacement.

Le lundi 3 avril, à 19 heures 30, nous examinerons le développement local et l'action locale. Cette réunion aura lieu au Centre interculturel Strathearn, 3680, rue Jeanne-Mance.

Conférenciers:

Lance Evoy, coordonnateur à l'Institut de gestion et développement communautaire de l'Université Concordia.

Yves Lemieux, professeur, département des Sciences économiques, UQAM; et

Larry Brown, Centre canadien des politiques alternatives, Ottawa.

Renseignements: 842-4951

Admission: contribution volontaire de 3\$ par discussion.

Cette série est présentée par le Comité des citoyens de Milton Park, Résultats et Alternatives.



Photo Martin Nixon

Deficit hysteria and the New Economic Order:

Don't let them get away with it

Series offers clear-eyed look at the real facts behind Canada's economic "restructuring"

BY CLAIRE ROBITAILLE

Did you know that the rate of child poverty in Canada has ballooned by 60 per cent in just the past seven years?

Did you know that according to Statistics Canada tax loopholes

for corporations and other inequities in tax policy account for 50 per cent of the highly publicized federal debt? And that abnormally high interest rates account for another 44 per cent?

These facts matter to ordinary people, who know our quality of

life has been declining noticeably in recent years. But they certainly don't seem to make a difference to our so-called "Liberal" government in Ottawa, and its unlamented Tory predecessor.

Preaching the gospel of deficit reduction and egged on by its Big

Business buddies, Ottawa in recent years has been inflicting successively deeper cuts on social programs. With every budget, the politicians chop away more pieces of the social safety net - giving working people and the unemployed no choice but to tighten their belts once again.

Yet, at the same time, this country's rich are accumulating wealth at a rate unprecedented in Canadian history.

Just what is going on here?

The New Economic Order, that's what.

Crudely stated, it "crunches down the bottom" of the population as it "lifts up the top," in the words of Kari Polanyi-Levitt, professor emeritus of the Department of Economics at McGill University.

She was one of several speakers over the past month in an enlightening series of Monday evening talks at the Strathearn Intercultural Centre. Zeroing in on how and why our quality of life has been eroded over recent decades. They have provided some eyeball-opening insight into the real facts about the New Economic Order.

continued on page 15